

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS163/4

11 mai 1999

(99-2009)

Original: anglais

## CORÉE – MESURES AFFECTANT LES MARCHÉS PUBLICS

### Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis

La communication ci-après, datée du 11 mai 1999, adressée par la Mission permanente des États-Unis à la Mission permanente de la République de Corée et au Président de l'Organe de règlement des différends est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Le gouvernement coréen suit, pour la construction du nouvel aéroport international d'Inchon, des pratiques de passation des marchés publics qui sont incompatibles avec les obligations souscrites par la Corée au titre de l'Accord sur les marchés publics de l'OMC (AMP). Ces pratiques sont notamment les suivantes:

- Prescriptions en matière de qualification: pour pouvoir être admis à soumissionner en tant qu'entrepreneur principal, un fournisseur intéressé doit avoir une autorisation, laquelle exige qu'il dispose d'installations de fabrication en Corée.
- Prescriptions en matière de partenariat avec des entreprises coréennes: les entreprises étrangères doivent s'associer à des entreprises locales coréennes ou travailler pour de telles entreprises en qualité de sous-traitants pour pouvoir participer aux procédures d'appel d'offres.
- Absence d'accès à des procédures de contestation: l'AMP exige que les pays membres prévoient des procédures efficaces permettant aux fournisseurs de contester les violations alléguées de l'AMP survenant dans le cadre de la passation des marchés. Toutefois, pareilles procédures n'existent pas en ce qui concerne la passation des marchés relatifs à la construction de l'aéroport international d'Inchon et d'autres aéroports.
- Délais de soumission insuffisants: les délais imposés pour la réception des offres sont inférieurs aux 40 jours prescrits par l'AMP, notamment lorsque la procédure d'appel d'offres est annulée sans explications et qu'une nouvelle procédure est engagée immédiatement avec un délai de soumission raccourci.

Le 16 février 1999, le gouvernement des États-Unis a demandé l'ouverture de consultations avec le gouvernement coréen conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord) et l'article XXII de l'AMP au sujet des mesures susmentionnées. Les États-Unis et la Corée ont procédé à des consultations à Genève le 17 mars 1999, mais ne sont pas parvenus à régler le différend.

./.

Au cours des consultations, la Corée a affirmé que les entités chargées de la passation des marchés publics pour l'aéroport international d'Inchon n'étaient pas visées par les obligations qu'elle avait souscrites dans le cadre de l'AMP et n'étaient donc pas soumises aux dispositions de cet accord. Les États-Unis notent toutefois que ces entités relèvent de fait de la liste des entités du gouvernement central de la Corée, telles qu'elles sont spécifiées à l'annexe 1 de l'Appendice I de l'AMP définissant la portée des obligations de la Corée. Ils ont négocié de bonne foi en faveur de l'inclusion de la construction de tous les aéroports en Corée au cours des négociations menées avec ce pays en vue de son adhésion à l'AMP; les engagements pris par les États-Unis dans le cadre de l'AMP en ce qui concerne la Corée et leur acceptation de la participation de ce pays à l'Accord se fondaient sur un équilibre des droits et des obligations qui englobait ce domaine. L'affirmation ultérieure de la Corée, selon laquelle les entités chargées de la passation des marchés publics pour l'aéroport international d'Inchon ne relèvent pas de l'AMP, perturbe gravement cet équilibre mutuellement convenu.

Conformément à l'article I.1 de l'AMP, les obligations de la Corée au regard de l'Accord s'appliquent pleinement à la passation des marchés publics pour l'aéroport international d'Inchon. Par conséquent, les mesures susmentionnées sont incompatibles avec les articles III, VIII, XI, XVI et XX de l'AMP. En outre, conformément à l'article XXII:2 de l'AMP, que ces mesures soient ou non contraires aux dispositions de l'AMP, elles annulent ou compromettent des avantages découlant pour les États-Unis de cet accord.

Les États-Unis restent soucieux de régler le présent différend. Toutefois, en l'absence pour l'heure d'un tel règlement, et afin de préserver leurs droits, ils demandent l'établissement, conformément à l'article XXII de l'AMP, d'un groupe spécial doté du mandat type énoncé à l'article XXII:4 dudit accord. Ils souhaitent en outre que cette demande soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends, qui doit avoir lieu le 26 mai 1999.

---